

Rationalité politique contre

Les déclarations du nouveau ministre de l'Industrie à propos des projets de montage de véhicules automobiles ont le mérite de remettre au centre du débat économique la question fondamentale de la régulation économique dans le contexte d'une économie rentière telle que la nôtre.

Bien que jalonnée par de multiples changements, la trajectoire économique récente de l'Algérie reste en effet marquée

En Algérie, la matrice institutionnelle en question semble favoriser les activités de captage de rentes au détriment des activités de production. En effet, l'observation du comportement des principaux acteurs de l'accumulation montre que celui-ci s'inscrit dans la logique de la régulation mise en place par l'Etat.

par la persistance des comportements rentiers. Ces derniers sont l'œuvre de tous les acteurs économiques qui, à défaut d'être des centres d'accumulation dans une économie en quête de dynamisme et de performances, sont devenus des agents de captation de la rente. Il en est ainsi des entreprises publiques, des entreprises privées, et même du capital étranger quand il prend la forme d'investissement direct étranger (IDE).

La permanence des comportements rentiers a plusieurs causes. La principale d'entre elles renvoie au mode de régulation de l'économie, à la matrice institutionnelle qui définit la rentabilité des opportunités d'investissement dans l'économie. «Si l'activité qui offre le taux de rendement le plus élevé dans une économie est le piratage, écrit à ce propos D. Noth, on peut s'attendre à ce que les organisations (c'est-à-dire les entreprises, ndlr) investissent dans les compétences et les connaissances qui feront d'elles de meilleurs pirates.»⁽¹⁾

En Algérie, la matrice institutionnelle en question semble favoriser les activités de captage de rentes au détriment des activités de production. En effet, l'observation du comportement des principaux acteurs de l'accumulation montre que celui-ci s'inscrit dans la logique de la régulation mise en place par l'Etat. Schématiquement, ce comportement est d'essence rentière : la captation de la rente semble être son mobile premier. Ce type de rationalité se retrouve dans l'action de l'ensemble des acteurs, publics ou privés, nationaux ou étrangers.

Le secteur public, lieu de partage de la rente pétrolière

Dans le secteur public industriel, la situation n'a fondamentalement pas changé, comparativement à ce qui y prévalait dans les années 1970 et 1980. Les entreprises publiques sont restées majoritairement déstructurées et un grand nombre d'entre-elles est structurellement déficitaire. Si elles arrivent à se maintenir en activité et à financer leur cycle d'exploitation, c'est, comme par le passé, grâce au recours systématique au découvert bancaire.

Le mode de gestion des entreprises publiques n'a pas évolué ; ces dernières continuent de subir les injonctions politico-administratives émanant de différents centres de pouvoir. Les entreprises publiques sont des entités davantage politiques qu'économiques. Les mesures à caractère juridique prises en vue de leur procurer davantage d'autonomie en matière de gestion se sont avérées vaines et purement formelles puisque les fonds de

participation, transformés ultérieurement en holdings publiques, puis en sociétés de gestion des participations (SGP) de l'Etat, ne sont en réalité que des courroies de transmission des décisions des autorités publiques en charge des secteurs d'activité concernés.

Pour ne prendre que cet aspect, le mode de désignation des responsables de l'ensemble des structures intervenant dans la gestion des portefeuilles publics

(c'est-à-dire essentiellement la cooptation), et le caractère limité des prérogatives qui sont conférées à ces structures font que le secteur public est resté ce lieu où la gestion du capital s'apparente davantage à une gestion des carrières et de la distribution de prébendes au profit de la clientèle politique du régime.

La gestion des entreprises publiques n'a donc pas connu de changements notables par rapport à la situation qui prédominait dans le passé. La description qu'en fait L. Addi dans *L'impasse du populisme*, bien qu'antérieure à la période dite des «réformes», demeure encore étonnamment valable de nos jours. Il va sans dire qu'une telle situation ne tient que parce les revenus pétroliers du pays permettent de combler les déficits chroniques d'exploitation, expression de l'inefficacité économique de ces entreprises.

Il convient enfin de préciser que l'entreprise publique n'est pas, en tant qu'organisation, un agent rentier. En tant qu'entité économique (si tant est qu'on puisse la considérer comme telle), elle n'a pas pour mobile le captage de la rente. Ce dernier s'opère à l'intérieur de l'organisation et est l'œuvre d'individus ou de groupes d'individus qui instrumentalisent l'arrangement institutionnel qui commande le fonctionnement de l'entreprise publique pour opérer des ponctions sur les ressources de l'organisation. Le déficit structurel de l'entreprise publique apparaît, de ce point de vue, comme l'expression d'un transfert de ressources qui s'opère aussi à l'échelle interne, c'est-à-dire à l'intérieur même de l'organisation.

Le capital privé, une prédilection pour les secteurs protégés

Quant au secteur privé, dont on attendait qu'il prenne les commandes de l'accumulation à la faveur de la libéralisation, ses performances sont peu convaincantes et ses résultats décevants.

En dépit des facilités d'accès opérées en faveur de son développement, l'investissement productif privé n'a pas réellement décollé. Sur la longue période, l'incitation à investir est contrariée par des conditions macroéconomiques défavorables dont la plus importante est sans doute le rétrécissement du marché intérieur suite à l'ouverture et la déprotection de l'espace économique national. En somme, nous assistons ces dernières années à une évolution qui peut paraître paradoxale puisqu'elle fait coexister une libéralisation relative et une stagnation de l'investissement privé productif.

Mais s'il en est ainsi, c'est surtout parce que les régulations institutionnelles mises en place durant cette période, notamment

celles se rapportant au mode d'insertion internationale, i.e. une ouverture commerciale large et précipitée, et le maintien d'un taux de change surévalué, ont conféré aux activités commerciales une profitabilité largement supérieure à celle que l'on retrouve dans les activités de production.

L'essor du secteur privé, bien que réel, est donc à relativiser. Sa contribution dans l'ensemble de l'économie reste encore limitée. Le secteur, constitué à 90% de microentreprises, souvent de type familial, opère essentiellement dans l'industrie manufacturière (essentiellement l'agroalimentaire), le transport terrestre, le BTP et les services. Selon des données récentes, la présence sectorielle des PME privées confirme la faiblesse relative du nombre de PME industrielles.

Les chiffres montrent en effet que seulement 20% de l'ensemble des PME privées sont de type industriel, le reste étant pour l'essentiel des entreprises de service et de BTP (80%). Cette structure, qui n'est pas sans rapport avec le contenu de la régulation institutionnelle mise en œuvre ces dernières années, montre bien que l'investissement privé s'oriente vers les activités naturellement peu ouvertes à la concurrence étrangère (secteur des biens non échangeables, pour reprendre la terminologie utilisée dans la fameuse théorie du syndrome hollandais) et où les délais de récupération sont très courts. Si donc les changements institutionnels ont permis de libérer les initiatives, c'est dans l'importation et les activités protégées qu'ils ont eu l'effet d'une petite révolution plutôt que dans les activités industrielles.

Il convient par ailleurs d'observer qu'en réalité, le chiffre d'affaires du secteur est, pour l'essentiel, l'œuvre d'un nombre réduit de groupes privés qui prospèrent aux alentours du pouvoir politique, dans des zones «grises», et dans des conditions qui sont loin de celles qui caractérisent la libre concurrence.

Si donc le statut économique du secteur privé a incontestablement évolué depuis le début des années 1990, la tendance à la privatisation accélérée de l'économie apparaît davantage comme une création ex nihilo que comme résultant d'un processus de désétatisation. De plus,

En dépit des facilités d'accès opérées en faveur de son développement, l'investissement productif privé n'a pas réellement décollé. Sur la longue période, l'incitation à investir est contrariée par des conditions macroéconomiques défavorables dont la plus importante est sans doute le rétrécissement du marché intérieur suite à l'ouverture et la déprotection de l'espace économique national.

le développement du secteur privé semble avoir été grandement soutenu par la disparition de «l'effet d'éviction» dont il était victime par le passé, notamment dans le domaine de l'accès au crédit.

L'IDE, ou la logique «extractive»

Enfin, on ne peut ne pas évoquer le rôle du capital étranger comme acteur nouveau de l'accumulation depuis l'adoption de la politique d'ouverture aux investissements directs étrangers. Très courtisé dans le discours économique des autorités politiques, l'IDE s'est révélé dans les faits pour le moins décevant.

En termes quantitatifs, son apport est très faible. Les statistiques disponibles montrent toutes que sa contribution est

Par Samir Bellal^(*)



marginale, pour ne pas dire insignifiante. Pourtant, dans le discours officiel des autorités, l'IDE est constamment présenté comme la panacée aux problèmes d'investissement. Un bref détour par la théorie économique permet de rappeler quelques éléments qui caractérisent le débat sur l'IDE. Dans la théorie du développement, il est en effet mentionné que l'IDE n'a pas que des avantages, comme le montrent certaines observations de son comportement. Souvent, ses interventions se limitent aux étapes finales de la production (assemblage, conditionnement), étapes sans grande valeur ajoutée, ni transfert de technologie. En outre, l'IDE déplace les centres de décision économique à l'étranger, interdit fréquemment à ses filiales de vendre hors du pays d'accueil. Enfin, et c'est là une des caractéristiques les plus importantes de sa présence dans les pays à régime rentier, il a tendance à opérer des «tirages» sur les ressources en devises du pays d'accueil, se transformant parfois en véritable pompe à aspirer les liquidités internationales de ce dernier.

Cependant, avec un encadrement institutionnel approprié, l'IDE peut engendrer, dans certains cas, des recettes en devises car, par la délocalisation d'activités, son but est couramment de gagner davantage ou de préserver des marges commerciales, en comprimant les coûts de production.⁽²⁾

L'IDE peut par ailleurs stimuler la création d'emplois et contribuer à l'intégration de l'économie. Il est source d'apprentissage technique et peut véhiculer une balance-devises positive.

Qu'en est-il en Algérie ?

Outre son apport faible qui s'apparente à une défection, le capital étranger en Algérie s'inscrit, quand il se déploie, dans une logique manifestement extractive, dans le double sens du terme. En effet, sa présence se cantonne surtout dans les hydrocarbures, les télécommunications, les travaux publics et le bâtiment. Les investissements industriels (hors secteur minier) sont modestes, pour ne pas dire insignifiants.